

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 986

Artikel: L'utopie faute de mieux
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020211>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'utopie faute de mieux

Pour ses manifestations et créations culturelles, le 700^e sera placé sous le signe de l'utopie. Référence significative.

On comprend bien sûr que c'est une manière de donner aux artistes «sujet libre». Et surtout on les dégage de toute astreinte aux rappels historiques et vieux-suisses. Ils ne seront pas tenus de rajeunir Guillaume Tell. Mais précisément, il y a un siècle, la barbe de Tell n'était pas vieille. René Morax en avait fait pour le théâtre de Mézières, dans la grange de bois de ce lieu populaire, son héros imberbe et jeune. A la veille de la Première Guerre mondiale, après Schiller, après Rossini, Tell n'avait pas épuisé sa force mythique. Il triompha encore en Russie, dans sa version vaudoise, ce qui est piquant, aux premiers temps de la Révolution soviétique. Aujourd'hui l'arbalète est débandée. L'utopie, c'est une manière de dire en

négatif qu'il n'y a plus en Suisse, en cette fin de siècle, de mythe porteur. Mais la référence à l'utopie est doubllement trompeuse. C'est aussi un beau titre qui renvoie à des projets de Cité radieuse, d'Icarie, à des rêves d'organisations sociales parfaites conçues dès Platon ou Thomas More. Elles ont pour caractéristique d'être par antithèse une contestation radicale du statut de la société existante (encore que ni Platon ni More ne remettent en cause l'esclavage) et un rêve de fonctionnement social, il est vrai totalitaire. Plus précisément encore et plus proche de nous, l'utopie renvoie aux socialistes prémarxistes Fourier, Considérant, Cabet, dont les projections de communautés idéales furent confrontées, elles, à l'épreuve des faits. L'Amérique de l'immigration offrait assez d'espace pour que s'embarquent les utopistes les plus (Suite page 2) AG

ÉLECTIONS VAUDOISES ET ZURICHOISES *Formule magique et machine de guerre*

(pi) Elections vaudoises sans surprise le week-end dernier: la formule magique était reconduite pour quatre ans au gouvernement, les électeurs restant insensibles aux changements survenus à Neuchâtel ou, plus proche, à Lausanne lors des communales. Aucun bouleversement non plus au Grand Conseil, si ce n'est une poussée des Verts qui ne suffira pas à mettre en question les choix du bloc bourgeois.

Les citadins de Zurich, en même temps, plébiscitaient Ursula Koch, élisaient deux autres socialistes, reconduisaient deux anciens membres de ce parti qui siégeaient à l'exécutif de la ville depuis 16 et 20 ans et qui se présentaient sans étiquette; les électeurs se donnaient également une majorité rouge-verte au parlement communal, ne concédant aucun siège aux automobilistes qui ne recueillent que 3,5% des suffrages.

Le canton de Vaud n'est évidemment pas comparable à la ville de Zurich. Mais tout de même. L'excellent score

d'Ursula Koch et de ses colistiers ne signifie pas seulement que le PS a le vent en poupe sur les bords de la Limmat. Il montre aussi l'attachement d'une part grandissante de l'électorat au «parler vrai» dont «l'incorruptible» Ursula Koch est l'incarnation. Alors que ses collègues l'accusaient à plusieurs reprises de crime de lèse-collégialité, le verdict populaire transformait ce présumé délit en une vertu. La socialiste zurichoise n'a jamais été ambiguë sur ses projets et a souvent préféré l'affrontement public au compromis de salon. La stagnation de la gauche vaudoise s'explique peut-être en partie par le manque de points de repère de l'électeur pour reconnaître les siens parmi les candidats sortants.

Mais une chose est sûre: les résultats de dimanche dernier sont le reflet d'une campagne faite de slogans interchangeables, pendant laquelle les candidats avaient bien de la peine à nous parler politique plutôt que langue de bois.

L'utopie faute de mieux

(suite de l'édito)

convaincus et qu'ils y échouent. Il y a un siècle et demi les socialistes utopistes n'étaient pas étrangers à notre histoire, par proximité géographique, jurassienne notamment — Victor Considérant était un enfant de Salins — ou par influence idéologique — Cabet séduisit quelques radicaux vaudois. Mais de ces utopies politiques et révolutionnaires, nulle survivance vécue.

L'utopie, dans la Suisse de 1991, ni mythique, ni révolutionnaire, n'est plus qu'un alibi.

Cette référence, portée en co-carte à la boutonnière d'un pays fatigué, est donc révélatrice d'une impuissance. L'explication de Marx, qu'il vaut la peine quoi qu'on dise de lire et de citer, reste partiellement valable: quand les forces qui pourraient imposer le changement ne sont pas organisées, ni assez fortes, l'utopie est l'échappatoire.

Toutefois, la perversion actuelle veut que ce soit le régime en place, un des plus assis du monde, qui organise sa propre fête sous le signe de l'utopie. Lui-même consacre le thème. Dernier avatar de l'utopie: l'utopie de commande et de circonstances, jouée sur la scène officielle pour célébrer l'anniversaire de notre naissance confédérale.

Bien sûr, il ne faut pas confondre une fête avec un programme politique. Le 700^e n'est pas un forum pour débattre de la dixième révision de l'AVS ou de l'Espace économique européen. Ce sera un lieu de libre création, nous dit-on, un jaillissement hors des contraintes du réel, le droit reconnu de l'imagination, etc...

Mais sans substrat, où donc sera la fête, si ce n'est celle de boire sans soif?

FICHES

L'exemple de Genève

(ag) La discussion sur la base légale du travail de fichage du Ministère public est assez vaine.

L'ordonnance secrète du 12 janvier 1951 (voir le texte en encadré) abolie seulement le 21 février de cette année, qu'a publiée notamment la *Basler Zeitung* et le nouveau journal *Fiche et fouine, ça suffit* (édition Cedips, 11, rue de la Borde, 1018 Lausanne, qui est le pendant romand du *Fichen Fritz* allemand, que rédige entre autres Peter Bodenmann), n'était pas indispensable pour servir de base à la constitution des fichiers, ceux de la police politique ou ceux des «traîtres potentiels».

L'article 102 de la Constitution fédérale qui donne pour obligation au Conseil fédéral de veiller à la sûreté intérieure de la Confédération, ou l'article 56 qui ne reconnaît les associations que si elles ne présentent rien de dangereux pour l'Etat, ou «le pouvoir général de police» qui, nous disent les constitutionnalistes, est une attribution non écrite de tout gouvernement, suffisent pour donner une base légale à la police politique.

L'arrêté du Conseil fédéral concernant le Service de police du Ministère public du 29 avril 1958 avec toute référence constitutionnelle et légale à l'appui, définit d'ailleurs clairement les tâches de la police politique: «*La surveillance et la prévention d'actes de nature à mettre en danger la sûreté intérieure ou extérieure de la Confédération (police politique)*». Cette tâche est clairement distincte de celle de la police judiciaire qui enquête, elle, sur les infractions.

Le problème n'est donc pas au premier chef un problème juridique, mais un problème politique: celui de la proportionnalité des moyens, celui de la transparence, celui de la responsabilité. La transparence était jusqu'ici obscurcie par le jeu Confédération-Cantons: c'est pas moi, c'est lui. Les brigades

Ordonnance du 12 janvier 1951

Article 12: *Celui qui est soupçonné d'avoir violé un des devoirs qui lui incombe pour la protection de la sécurité du pays, ou qui a suscité par son comportement le soupçon qu'il voudrait violer un tel devoir peut être soumis à l'obligation de s'annoncer à la police ou d'être mis sous surveillance policière ou mis aux arrêts. En particulier la surveillance de son courrier et de son trafic téléphonique ou télégraphique peut être ordonnée. Il peut être assigné à résidence. Un internement ne peut être ordonné que par le Conseil fédéral.*

Ces mesures sont à lever dès que leur nécessité n'existe plus.

politiques cantonales agissaient pour la Bupo et ne rendaient pas de compte à leurs propres autorités. A l'autre bout, la police fédérale invoquait ses faibles moyens et prétendait que c'était les polices cantonales qui agissaient. A juste titre, la Commission parlementaire d'enquête a dénoncé cette fuite des res-

Berne – Beyrouth

(pi) Samedi passé, Berne ressemblait à Beyrouth. C'est ce qu'ont entendu les téléspectateurs du téléjournal allemand. Et c'est ce qu'a confirmé la vision des voitures en flammes et des vitres en éclat. Plus de 30'000 personnes ont manifesté dans le calme «contre l'Etat fouineur». A peine quelques images d'ambiance. 200 casseurs pro-

fitent du rassemblement pour chahuter et ils ont droit aux honneurs du reportage censé couvrir la manif. La télévision allemande aura davantage contribué à déconsidérer les manifestants que toutes les polices politiques et leurs fichiers. Pour les téléspectateurs, ce ne sont que de dangereux agitateurs. Le *Tages-Anzeiger* s'est élevé dans ses colonnes contre cette course au sensationnel. La profession n'est pas complètement pourrie.